



Toulouse, le 3 octobre 2017

Communiqué de presse

Expulsions à Toulouse

Médecins du Monde dénonce l'absence de solutions dignes et adaptées pour 30 personnes

Ce lundi 2 octobre 2017, les services de l'État et de la commune de Toulouse ont expulsé deux lieux d'habitation, un bidonville et un squat, occupés depuis des années par des personnes en précarité.

Le bidonville a été immédiatement détruit, mobil homes et caravanes. Le squat fermé et gardé par un service de sécurité.

Les quelque 120 personnes qui y vivaient n'ont pas toutes eu droit au même traitement. Le tri entre les familles a été effectué au mépris des situations individuelles, ignorant l'ancienneté et la continuité de leur présence à Toulouse.

Trente personnes dont 5 enfants, une femme enceinte et plusieurs personnes malades sont restées à la rue sans aucune proposition de relogement. Pour ceux-ci, la mise en danger est immédiate. Le suivi, les soins, les traitements chroniques sont fortement compromis, alors que de nombreuses démarches étaient en cours pour améliorer l'état de santé des familles.

Trente-cinq personnes se sont vu proposer 2 nuitées d'hôtel, et se retrouveront à la rue dans 48 heures. Enfin, une cinquantaine de personnes a été relogée, mais l'éloignement par rapport aux lieux de vie habituels risque de générer, en dispersant les personnes et faute de moyens conséquents pour le suivi, une perte de repères sociaux, sanitaires ou administratifs.

Sur l'un des sites expulsés, la procédure appliquée sans délivrance de commandement officiel nominatif a semblé illégale.

Toute personne doit avoir droit à un logement digne et notamment les enfants. L'expulsion de ces sites était prévue de longue date, les élus toulousains et la préfecture avaient promis que les expulsés seraient traités avec dignité. La circulaire du 26 août 2012 prévoit qu'à l'issue d'un diagnostic, des solutions d'accompagnement doivent être proposées pour l'ensemble des occupants d'un terrain. Encore une fois, ces dispositions ne sont pas respectées, au mépris des droits des personnes en précarité.

Médecins du Monde déplore l'absence de concertation positive avec les acteurs présents auprès des familles, dans l'intérêt des personnes accompagnées.

L'association Médecins du Monde dénonce l'application d'une politique qui détermine **remises à la rue, danger et indignité.**

Nous demandons l'application sans délai des engagements gouvernementaux et toulousains pour un traitement digne et respectueux des droits des personnes en grande précarité.